

Natalité, financement des dépenses de défense...et possibles élections anticipées à l'automne : les thèmes de la nouvelle session de la Diète japonaise.

Jean-Yves Colin

## A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.



## **Natalité, financement des dépenses de défense...et possibles élections anticipées à l'automne : les thèmes de la nouvelle session de la Diète japonaise.**

**Jean-Yves Colin**

30 janvier 2023

Une nouvelle session de la Diète, le parlement japonais, s'est ouverte le lundi 23 janvier et durera jusqu'au 21 juin prochain. Elle a été marquée par un discours de politique générale du Premier Ministre Kishida Fumio qui a eu une forte résonance au Japon.

Au cours des derniers jours le recul de la population chinoise a surtout attiré l'attention des observateurs, après d'ailleurs la publication de statistiques démographiques sud-coréennes également peu favorables. Pour autant ces deux pays ne font suivre que l'évolution déjà ancienne du Japon. Or celle-ci s'accroît à un rythme néanmoins plus mesuré qu'en Chine et en Corée du Sud. Les naissances sont estimées avoir franchi à la baisse 800 000 pour la première fois en 2022 mais pour une septième année consécutive. La population nippone avec 128 millions de personnes à son plus haut en 2008 devrait décroître de 538 000 en 2022, passant de 125 308 000 à 124 770 00 au 1er janvier 2023. Aussi, en indiquant que le Japon est « sur le bord » d'un dysfonctionnement social lié à cette chute des naissances et accentué par la crise du Covid-19, le Premier Ministre a créé un choc dans l'opinion et c'est ce propos qu'ont le plus retenu les observateurs. Il a reconnu que les mesures prises dans le passé en faveur de la natalité n'ont pas suffisamment (ou pas) fonctionné – le même constat est fait en Chine et en Corée du Sud. Considérant que « l'investissement dans l'éducation de la jeune enfance est l'investissement le plus efficace pour le futur », il a annoncé la création en avril d'une Agence pour l'enfance et la famille, et le doublement des dépenses budgétaires correspondantes sans en commenter le financement.

Des initiatives viennent aussi des collectivités locales. Dix jours auparavant, la Maire de la Métropole de Tokyo, Koike Yuriko, a annoncé la gratuité des services de petite enfance (moins de 2 ans) pour le second enfant des résidents tokyoïtes hors conditions de ressources, et une allocation mensuelle de 5 000 yens par enfant jusqu'à 18 ans (soit 35 euros au cours actuel du yen). Ces dispositifs s'ajouteront à ceux de l'Etat sous conditions de ressources. Quant au préfet de Miyagi, Murai Yoshihiro, il a recommandé une libéralisation des règles de l'immigration et l'a fait de façon inhabituelle sans se référer à une immigration de travailleurs qualifiés comme c'est fréquemment le cas dans l'environnement japonais (il y aurait, à fin octobre dernier, 1,82 million de travailleurs étrangers, dont un quart de vietnamiens, 21 % de chinois et 11 % de philippins).

Il est cependant difficile de penser que la création d'un organisme dédié chargé de coordonner les politiques natalistes, tout aussi utile qu'il puisse être, et de simples aides fiscales ou financières seront de nature à arrêter une évolution dont les racines sont des difficultés comme le manque de crèches, le coût de l'immobilier ou de l'éducation, les changements comportementaux à l'égard du mariage et des projets de naissance des jeunes couples. En termes de fécondité, le Japon avec un taux de 1.34 en 2021, n'est d'ailleurs pas le pire des pays en Asie ; les taux sont respectivement de 1.15 en Chine, 0.97 à Taiwan et 0.81 en Corée du Sud.

Dans son discours le Premier Ministre a également évoqué la situation économique caractérisée par une croissance de plus en plus molle : 0,3 % prévu en 2023, après 0,9 % en

2022, 1,5 % en 2021 et 1,7 % en 2020, mais surtout par une montée de l'inflation. Celle-ci peut paraître modérée par comparaison à celle de nombreux pays européens : + 4 % avec un indice de 4.3 % pour les prix à la consommation de Tokyo, dont +7,4 pour les produits alimentaires non-frais, + 39 % pour le gaz et +25 % pour l'électricité. Elle est néanmoins une nouveauté brutale au Japon après 30 ans de déflation des prix et induit une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Il a donc réitéré sa demande aux entreprises de redistribuer leurs profits – dopés pour les plus grandes par leurs résultats en USD eu égard à la forte baisse de la monnaie nationale - sous forme de hausses salariales pour stimuler la consommation intérieure et soutenir la croissance. Si une entreprise, Uniqlo, le géant du prêt-à-porter, fait exception en proposant une augmentation de 40 % pour ses salariés sous contrat indéterminé, la plupart des entreprises n'envisagent que des augmentations plus modérées de l'ordre de 4 %, légèrement inférieures à la demande du syndicat Rengo dans le contexte du prochain Shunto (offensive de printemps).

Les deux lois de finances rectificatives pour l'année fiscale commencée le 1er avril 2022 et allant jusqu'au 31 mars prochain n'ont eu guère d'effets sur la croissance : le premier au printemps n'était de 6 200 milliards de yens (45 milliards d'euros) mais le second datant de l'automne était d'une ampleur beaucoup plus grande, 29 100 milliards de yens (soit environ 210 milliards d'euros et 5.3 % du PIB) financés à 80 % par de nouvelles dettes. Celles-ci pour l'essentiel se retrouvent dans le bilan de la Banque du Japon ; l'accumulation des obligations d'Etat en représentant désormais plus de 43 % de son total de bilan est devenue une contrainte au moins aussi grande que le poids de cette dette par rapport au PIB (264 %).

Les perspectives économiques médiocres ne sont probablement pas étrangères au projet de classer la Covid-19 dans la catégorie des gripes saisonnières, de ne plus recommander le port du masque en intérieur, et de limiter les hospitalisations aux cas les plus sévères. Ces orientations peuvent sembler paradoxales alors que les décès dus à la Covid-19 sont à un niveau élevé (chaque jour environ 300 à 500 décès et 50 000 à 60 000 contaminations) mais il est clair que les mesures anti-Covid, même légèrement relâchées depuis l'automne, ont continué d'impacter négativement la consommation des ménages. Quelques jours après le discours du Premier Ministre, le ministère de la santé a fait savoir que le coronavirus sera déclassé de la catégorie des maladies contagieuses à celle des gripes saisonnières le 8 mai prochain. Cette décision aura pour effet de modifier la prise en charge des malades qui est totale dès lors que la Covid-19 est une maladie contagieuse. L'augmentation des frais à charge devrait être substantielle en cas d'hospitalisation. Par ailleurs ce changement devrait permettre un élargissement des établissements autorisés à accepter des malades du coronavirus.

Le troisième thème évoqué par le Premier Ministre est son intention de porter de 1 à 2% du PIB pendant les cinq prochaines années fiscales l'ensemble des dépenses consacrées à la défense (périmètre plus large que celui des seules Forces d'Auto-Défense). L'effort budgétaire supplémentaire s'élève à 16 trillions de yens (113 milliards d'euros au cours actuel) au regard des cinq années précédentes. Ce projet, dans les sondages d'opinion, ne rencontre pas une opposition significative au sein de la population mais celle-ci s'oppose à une augmentation de la fiscalité.

Quelques voix discordantes ont cependant été observées dans la majorité parlementaire. D'une part l'ancien Premier Ministre Mori Yoshiro (2000-2001), âgé de 85 ans, a estimé inapproprié ce projet et ajouté qu'il n'y a rien à reprocher à Poutine ; sa voix porte très peu car il est considéré comme gaffeur et avait dû démissionner de son poste de président du comité de préparation des Jeux Olympiques de 2021 pour une remarque sexiste. D'autre part un autre ancien Premier Ministre (2007-2008), Fukuda Yasuo, 86 ans, considère que le dialogue avec la Chine devrait être privilégié.

A la Diète le Parti Démocrate Constitutionnel, principale force d'opposition s'est surtout manifesté : son chef Kenta Izumi accusant le Premier Ministre de cacher des hausses d'impôt, de ne pas avoir établi un dialogue préalable avec les partis représentés au parlement et de proposer des capacités de contre-attaque contraires au seul objectif de défense. Il est vrai que le financement est le point faible du Premier Ministre. En décembre dernier il a envisagé qu'il soit assuré aux trois-quarts par des économies budgétaires, des fonds en excédent, des chapitres budgétaires non-dépensés en totalité et des impôts ne concernant pas les revenus, et pour un quart par une « coopération du peuple japonais » à caractère progressif dans le temps. Il n'a guère été plus précis que d'envisager une surtaxe de 4 à 5 % à l'impôt sur les sociétés, tout en exonérant les plus petites, une contribution des impôts sur le revenu compensée par une baisse de l'impôt sur la reconstruction post-tsunami, une hausse de la taxe sur le tabac ou/et les alcools. Il a alors indiqué qu'un financement par la dette serait « impensable ». Cette imprécision a relancé des questions relatives à une hausse nouvelle de la TVA, éternel point de tension de la politique au Japon depuis le début de sa mise en œuvre au milieu des années 1980. Kishida Fumio n'a d'ailleurs sans doute pas réuni un consensus au sein de son gouvernement. Deux ministres, et non des moindres, ont émis des réserves : l'un avec précaution, Nishimura Yasuho, ministre du METI (économie, industrie et commerce international) en recommandant la « prudence » fiscale, l'autre, Takaichi Sanae, ex-candidate au poste de Premier Ministre et auparavant très proche de Abe Shinzo, en prenant un ton bravache pour constater qu'il appartient au Premier Ministre de la maintenir ou non en poste.

Dans ce contexte la presse nipponne spéculer sur des élections anticipées et la volonté de Kishida Fumio à obtenir un second mandat de Premier Ministre. Elle élabore ses commentaires en énumérant différentes dates : le printemps prochain en raison d'élections locales et partielles (celle par exemple suite au retrait du frère cadet de Abe Shinzo, Kishi Nobuo, ex-ministre de la défense, à cause de problèmes de santé) ; septembre 2024, terme du mandat actuel de Kishida Fumio et période à laquelle se tiendront aussi des élections internes au parti libéral démocrate (PLD) pour des postes importants ; septembre 2025, terme des mandats parlementaires à la Chambre Basse de la Diète est ...et en soulignant que la « météorologie électorale » nipponne favorise des élections anticipées entre septembre et novembre...ce qui impliquerait une annonce en juin avant la fin de présente session et après le G7 d'Hiroshima !

Ces incertitudes sont aussi liées au fait que le Premier Ministre n'est pas issu de la principale faction, anciennement celle de Abe Shinzo, fondée à réclamer le poste de chef de gouvernement. Cette relative fragilité politique favorise les « guérillas » à son encontre, comme celle relative à l'usage à titre privé de voiture officielle par son fils qui est son secrétaire particulier, lors de son récent voyage en Europe et en Amérique du Nord. Pour le moment le Premier Ministre dispose d'un taux de popularité relativement solide, à 39 %, avec 64 % d'opinions favorables au déclassement de la Covid-19.

La vie parlementaire japonaise et celle, interne, du PLD restent donc animées, et le sort du gouvernement actuel et de son chef contraint par une croissance très médiocre, la poursuite de la hausse des prix et les discussions sur le financement de l'augmentation des dépenses de sécurité ou sociales dans une situation d'endettement public très élevé...ce qui pourrait rappeler les défis auxquels doivent faire face plusieurs chefs d'Etat ou Premiers Ministres européens et nord-américains !